

## CHAPITRE VI

### PROLOGUE DE L'EMPIRE

Du 5 février au 28 mars 1864

---

Retour du général en chef. — Effet salutaire. — Le haut clergé abandonne la lutte. — Départ de M. Dubois de Saligny. — M. de Montholon, ministre de France. — Situation difficile de la Régence, — Entrevue de Bazaine et d'Almonte ; on parle de dictature. — Mesures de surveillance. — Règlement de la question financière — Question des mines de la Sonora. — Amélioration au quartier général. — Escorte du général en chef, spahis.

La nouvelle du retour précipité du général en chef produisit dans toute la population de Mexico un immense effet. Elle rassura les uns et fit trembler les autres. La masse du peuple éprouva un profond soulagement. Cet effet salutaire fut immédiat dans le haut clergé. Affolés par la destitution de leur chef, l'archevêque primat du Mexique, leurs seigneuries les évêques qui n'étaient pas, comme l'archevêque, des énergumènes en soutane, ce qui est aussi terrible qu'un moulton révolté, craignant la répression, firent amende honorable et se soumirent au gouvernement. Si bien qu'au bout de quelques jours, Mgr Labastida resta seul, ou à peu près, sur son champ de bataille cléricale. Il n'avait même plus auprès de lui son ami M. Dubois de Saligny qui, devant les injonctions menaçantes du général, reconnut enfin qu'il valait mieux partir de gré que de force, et s'embarqua pour la France dans les premiers jours de janvier. Du reste, son successeur était arrivé à peu près en même temps et avait, bien

avant notre retour, présenté ses lettres de créance au gouvernement mexicain. C'était le marquis de Montholon que, sans parler du diplomate, nous apprécîâmes promptement pour un homme de relations fort agréables et sûres. Il était marié à une Américaine, belle et sympathique personne (elles le sont toutes du reste), qui devenait une maîtresse de maison parfaite. Désormais, les relations entre le quartier général et l'hôtel de la Légation de France, dans lequel nous n'avions encore jamais mis le pied, sous le règne Dubois de Saligny, allaient changer radicalement pour le plus grand bien de la marche des affaires.

Pendant notre absence, d'autres mutations importantes s'étaient produites dans le personnel français, notamment dans l'armée, où un artilleur distingué, le général Courtois d'Hurbal, était venu remplacer, dans le commandement de l'artillerie, le général de Laumière, tué à Puebla. Dans le petit groupe de la maison militaire du général en chef, le lieutenant de Kératry, officier d'ordonnance depuis quelques mois seulement, partait pour la France, en congé, et ne devait plus revenir au milieu de nous, car lorsque, quatre mois après, le général fut informé que cet officier venait de débarquer à Vera-Cruz, il lui télégraphia l'ordre de se rendre directement à la contre-guerilla Dupin. Il fut remplacé, auprès du général, par le lieutenant de chasseurs d'Afrique Lapière.

Sitôt arrivé, le général en chef se mit à l'œuvre pour rétablir l'ordre dans la politique et le calme dans les esprits qui en avaient grand besoin; tous les propriétaires d'anciens biens du clergé ou locataires dans ces propriétés étant profondément troublés et toutes les affaires paralysées. La situation générale était excessivement tendue et la Régence, absolument impuissante, était incapable de prendre les mesures énergiques indispensables qu'elle comportait. La Régence était trop inféodée au parti, non pas seulement clérical, mais même simplement réactionnaire, qui voulait reprendre en mains les affaires publiques ou plutôt en assurer l'adminis-

tration, la gestion. C'est ainsi que tous les gens que le gouvernement de Juárez avait écartés, voulaient, exigeaient même, qu'on leur rendit leurs anciennes charges à prébendes. Leurs exigences se manifestaient cyniquement; c'est ainsi que j'ai entendu une haute personnalité du gouvernement, alors qu'elle faisait part au général en chef de son intention de nommer une ancienne victime de la révolution à un poste important dans les douanes, lui donner comme raison péremptoire que le Mexicain en question, ayant beaucoup souffert, « avait besoin de cet emploi pour se refaire » ! C'est ainsi que, partout, dans les administrations publiques et surtout financières, on voyait des fonctionnaires incapables ou concussionnaires. Le gouvernement ne pouvait pas sévir, ses membres étant disqualifiés pour cela par leurs attaches politiques. Almonte sentait parfaitement ce point faible de sa cuirasse et reconnaissait la débilité de son pouvoir. Il était d'autant plus découragé et déconcerté qu'il ne pouvait encore être et se sentir convaincu que cet Empire, dont il était le Régent, s'établirait jamais effectivement. Car, en somme, jusqu'alors Maximilien n'avait fait que des manifestations plus ou moins vagues d'acceptation du trône; il avait, au contraire, formulé des réserves précises et posé des conditions. Il est vrai que l'extraordinaire campagne que venait de faire le général Bazaine avait singulièrement avancé les affaires dans le sens des exigences de l'archiduc; mais les adhésions obtenues par nos colonnes, au cours de leurs marches rapides dans le pays, seraient-elles considérées par Maximilien, par l'Empereur Napoléon, par le monde enfin, comme l'expression d'un vœu sincère ou d'un vote régulier formulé par la population? Toutes ces réflexions, tous ces doutes et la gravité des difficultés que faisait naître chaque jour le parti ultra-clérical, troublaient profondément l'esprit du Régent, désireux parfois de se voir débarrassé de la responsabilité qu'il avait assumée en prenant le pouvoir. J'en ai eu la preuve quelques jours après notre retour. J'accompagnais le général en chef dans une des nombreuses confé-

rences qu'il avait avec le général Almonte, soit au domicile de celui-ci, soit au quartier général. Cette fois, nous allions à Almonte. Je ne me souviens pas si c'était à son domicile privé ou au palais du gouvernement; mais je vois parfaitement encore la grande salle et au fond, derrière une cloison vitrée, le cabinet d'Almonte.

Le Régent, prévenu de la visite, vint au devant du général en chef jusqu'à l'entrée du grand salon. Après un échange très cordial d'amabilités de premier choix, les deux personnages entrèrent dans le cabinet en fermant la porte également vitrée, et conférèrent pendant près d'une heure. Quant à moi, je m'établiss dans un fauteuil et attendis en fumant des cigarettes, ainsi que j'y avais été gracieusement invité. Les deux pontifes parlèrent longtemps, le plus souvent à *mezza voce*, mais, par moments, à très haute voix, surtout lorsque la discussion s'échauffait. Alors, sans écouter, j'entendais parfois des fragments très suggestifs de la conversation. Celui qui m'a le plus frappé, je ne l'ai jamais oublié. Ces messieurs parlaient en espagnol, mais j'étais, sur ce point, un véritable hidalgo. Je rappelle sinon la traduction textuelle, mais bien l'esprit exact des phrases prononcées. C'est Almonte qui parlait : « L'Archiduc m'envoie des instructions et je n'ai pas les moyens de les exécuter, cela m'est pénible... Je puis compromettre la situation future de l'Empereur; et, si je ne puis empêcher celle actuelle de s'aggraver, Maximilien refusera peut-être !... Nous devons réserver, jusqu'à son arrivée, la solution de la question des biens du clergé; mais si nous sommes débordés, faute de l'avoir réglée, qu'advient-il ? Je vous le répète, général, il n'y a qu'un moyen, qu'une solution tout au moins provisoire, à adopter. Vous seul avez le prestige dans les deux partis, vous seul avez la force, *il faut que vous preniez la dictature.* » J'entendais moins bien le général, qui, restant plus calme, élevait moins la voix; mais je comprenais qu'il repoussait énergiquement cette solution, se refusant à accomplir un pareil coup d'état, qui pourrait être mal compris, mal interprété,

surtout sans l'autorisation de l'Empereur Napoléon. Je compris cependant que, dans le cas où les événements viendraient à obliger la Régence à s'effacer, seulement alors et, *ipso facto*, il serait obligé d'exercer le pouvoir tout seul jusqu'à l'arrivée de Maximilien. Voilà ce que j'ai entendu et je le maintiendrais même envers et contre les négations des mânes des deux interlocuteurs.

Ceci démontre, une fois de plus, combien il est difficile de juger sainement des événements dont on ne connaît pas les dessous.

En tout cas, à mon avis, le général, qui tenait en mains la cause de l'intervention française, aurait dû céder aux instances d'Almonte et aux exigences de la situation. Mais Bazaine n'avait pas assez d'énergie morale pour se lancer ainsi dans un inconnu ne s'encadrant pas absolument dans les limites tracées à ses attributions. Il manquait de l'étoffe nécessaire. Du reste, sa timidité, sa modestie, sa simplicité d'allures le rendaient incapable de se placer de lui-même dans une pareille situation, bien que déjà il l'occupât virtuellement. Bazaine possédait une grande et vive initiative dans la sphère de ses obligations régulières, de sa mission définie, de ses devoirs tracés; mais il en manquait totalement en dehors. Cela devait, un jour, causer sa perte ! Et pourtant on lui a reproché d'avoir voulu, ce qu'il n'a pas osé faire, alors qu'on l'y poussait !

Il fallait donc continuer à vivre dans le gâchis; mais, si le général se refusait à prendre ostensiblement la direction des affaires intérieures du pays, ce qui aurait accéléré puissamment leur marche, il appliquait des mesures nombreuses et variées pour atténuer le plus possible le mal déjà fait et empêcher celui qu'on voulait faire. C'est ainsi que pour surveiller les fonctionnaires qu'on avait placés dans les administrations, y compris les cours de justice, il donna des instructions à ses commandants de détachements et chefs de postes afin qu'ils se tinssent au courant de tous les actes et agissements des fonctionnaires et agents mexicains de

tous ordres, principalement au point de vue de la politique, de la correction de leur administration financière et de l'impartialité dans l'exercice de la justice. Au besoin, ces officiers devaient leur donner des conseils, lorsqu'ils s'écartaient du droit chemin et ne se conformaient pas aux dispositions du manifeste du 12 juin, formulées par l'intervention, confirmées par l'Empereur. Ils devaient, en outre, tenir la main à ce qu'il ne fût pris aucune mesure contraire à la politique de l'intervention. Enfin, le général en chef leur notifiait la ligne de conduite à tenir à l'égard du clergé dont il se réservait d'examiner les agissements. Un rapport mensuel devait lui être adressé sur toutes ces surveillances, afin qu'il pût déférer au gouvernement toutes les questions nécessitant son action directe. En agissant ainsi, le général Bazaine exerçait tacitement la dictature, tout en laissant les apparences du pouvoir au gouvernement de la Régence.

A cette époque et peu après l'entrée en fonction du nouveau ministre de France, M. de Montholon, d'accord avec le général en chef, entama avec la Régence des négociations pour régler une question des plus importantes qu'il convient de rappeler. On ne la connut pas généralement. Elle doit être révélée, car elle remet au point un des graves reproches adressés au Gouvernement français par l'opposition : celui d'avoir dépensé des centaines de millions dans l'expédition du Mexique pour quelques réclamations bien inférieures comme valeur effective. On prétendait, en effet, que cette entreprise avait ruiné la France en hommes et en finances. Or, en janvier 1864, alors que la conquête du Mexique était achevée et qu'il n'y avait plus de grosses opérations de guerre à faire, les frais de l'expédition, depuis le commencement, c'est-à-dire pour les années 1862 et 1863, ne s'élevaient, tout compris, qu'à 210 millions. Il importait logiquement d'obtenir du Mexique, c'est-à-dire de son nouveau gouvernement, le remboursement des frais de l'expédition. C'est à quoi s'occupa sans tarder M. de Montholon. Le droit ne souleva aucune contestation de la part de la Régence, et une con-

vention fut signée dans ce sens, tout au moins en principe absolu. Mais, comme le gouvernement était sans ressources, alors, il fallait attendre que la situation financière du pays fût rétablie sur des bases satisfaisantes. C'était, du reste, pour atteindre ce résultat que l'Empereur avait envoyé au Mexique un inspecteur général des finances, en mission extraordinaire, pour prendre la haute direction financière du pays.

D'autre part, l'Empereur Napoléon avait bien compris que ce remboursement des frais de guerre serait difficile pour le moment, et il avait pensé à se faire donner des gages qui auraient au moins assuré le paiement des intérêts de la dette de guerre; il avait jeté les yeux sur la Sonora et ses richesses minières. J'ai déjà dit, en effet, qu'il avait prescrit au général Bazaine d'étudier cette affaire et de prendre à son sujet toutes les informations nécessaires. Le général avait commencé son enquête, lorsqu'un incident fortuit vint lui faire brusquer les choses. Ayant appris que des aventuriers, venus des Etats-Unis, s'étaient réunis en compagnie et avaient obtenu de Juarez des concessions, il saisit l'occasion fort à propos et, comme contre-partie des dispositions prises par le gouvernement des Libéraux, il invita le gouvernement de la Régence à céder à la France les mines de la Sonora. Du reste, il y avait, à cet égard, un précédent qui était de nature à donner à cette proposition un point d'appui efficace. C'était la cession d'une partie de ces gisements miniers faite antérieurement à un Français, Raousset-Boulbon, qui fut mis, plus tard, dans l'impossibilité de les exploiter par des événements particuliers dans lesquels cet audacieux et aventureux pionnier trouva une mort tragique, moins naturelle et régulière peut-être qu'elle parut alors aux yeux du grand public mal avisé. J'aurai, vraisemblablement, l'occasion de revenir sur cette fin de notre hardi compatriote pour soulever le coin d'un voile qui l'a rendue mystérieuse.

Le général Bazaine fit passer entre le gouvernement de la Régence et le ministre de France une convention qui avait

une grande importance et était de nature à procurer à la France de précieux avantages. En effet, ce contrat, très habilement fait, stipulait en essence, que le gouvernement mexicain concédait au gouvernement français la faculté d'exploiter les mines de la Sonora, qui seraient alors non exploitées ou non dénoncées et : « lui reconnaît pour lui et les compagnies concessionnaires le droit d'entretien dans l'Etat de Sonora des troupes chargées de la garde de ces mines ». Cette dernière disposition, notamment, avait une importance exceptionnelle.

Fort de ce traité, le général Bazaine envoya aussitôt à l'amiral commandant nos forces navales du Pacifique, des instructions complémentaires à celles qu'il avait déjà fait parvenir de Guadalajara, en l'invitant à porter spécialement sa surveillance sur le port de Guaymas (Sonora), où on devra laisser un bâtiment à peu près en permanence. Ces dispositions étaient un commencement de satisfaction donnée à la recommandation précise que formulait l'Empereur, dans sa lettre du 12 septembre de l'année précédente : « .... Prenez, confidentiellement, des renseignements sur les mines de la Sonora et dites-moi si, plus tard, l'occupation en sera possible. »

Pendant que le général en chef bataillait sur le trop vague échiquier de la politique et des affaires mexicaines, je reprenais mon rôle d'intendant du palais de Buena-Vista, et je me préoccupais d'achever l'organisation du quartier général. Nous n'avions, sans doute, plus la perspective de dévorer les espaces plus ou moins déserts du Mexique, car le général en chef ne devait plus, vraisemblablement, diriger en personne de grandes opérations militaires, aussi semblait-il fixé à Mexico pour longtemps et il se disposait à recevoir.

L'organisation d'une grande vie mondaine avait été promptement achevée; mais il restait encore des accessoires qu'il convenait de mettre au point, notamment le vaste enclos que nous gratifions du nom pompeux de parc, à l'ex-

ception du jardin espagnol qui bordait le palais. Le général se décida à transformer ce terrain, presque vague, en un élégant parc anglais et me donna carte blanche pour le dessiner et l'établir. J'avais déjà les premiers éléments naturels nécessaires pour servir de bases à une création artistique : une grande avenue de cent mètres, bordée d'arbres, traversant le terrain et débouchant sur un boulevard et la campagne; près du palais, s'élevait un magnifique bois d'oliviers centenaires à la haute ramure; enfin, un puits artésien fournissant un débit considérable d'eau jaillissante qui se perdait au dehors dans d'immenses fossés pleins d'eau appartenant au réseau des canaux alimentés par les grands lacs.

Avec ces éléments principaux et inspiré par les souvenirs de nos squares de France, j'établis un plan avec des réseaux capricieux d'allées et de sentiers jouant avec les méandres d'une rivière anglaise, large et profonde, munie de cascades et de ponceaux rustiques, enfin des massifs d'arbres et arbustes de toutes sortes. Je me procurai, dans nos régiments, des jardiniers habiles pour diriger l'exécution et comme main-d'œuvre, j'obtins des corvées de cinquante, voire même de cent pensionnaires des prisons de Mexico.

En quelques semaines, je mettais à la disposition de mon grand chef un grand parc enchanteur, que la végétation des tropiques embellissait à chaque printemps et où on se plaisait à vivre au grand air et sous les ombrages d'oliviers pacifiques.

Je ne me doutais pas alors que je donnais ainsi, avec les deniers même du général, il est vrai, une plus-value à un domaine qui deviendrait un jour la propriété du maréchal Bazaine !

Mais ma médaille avait un revers aussi, et il était grave. Ma rivière communiquait avec les canaux de la plaine qui recélaient une population innombrable de serpents de toutes les espèces; le parc en fut bientôt envahi. C'était un fléau insupportable. Alors, j'eus une idée; ça peut arriver à tout

le monde ! Ayant appris, par les naturalistes, que les serpents d'eau constituaient la nourriture favorite des échassiers : grues, hérons, etc... ; je pensai au lac Chapala, qui en est couvert, et j'écrivis au noble seigneur Velarde, qui en est un des propriétaires riverains, en le priant de procurer des grues au général, puis j'attendis tout en continuant l'hécatombe des reptiles.

De longs mois se passèrent, quand enfin arriva, solennellement conduit par un majordome important, assisté de plusieurs Indiens, un troupeau de 30 grues apprivoisées, des grandes blanches et grises, envoyées avec la meilleure grâce possible par le nabab de Chapala. La situation était sauvée et le parc, débarrassé des reptiles, jouissait en revanche d'une population ailée des plus divertissantes.

Dans un autre ordre d'idées et inspiré par des sentiments plus élevés, je fus entraîné à procéder, à l'égard du train de vie officiel du général, à une petite modification dans le service militaire attaché à sa personne. En effet, j'avais reconnu que la simplicité personnelle du général Bazaine n'était pas en rapport avec les habitudes d'ostentation qui caractérisaient les Mexicains, amoureux de l'apparat et de la mise en scène. Je considérais qu'il était indispensable de donner de l'éclat à sa personnalité et d'augmenter le prestige que devait produire son apparition en public sur les masses populaires qui mesuraient l'importance de la puissance des grands à la pompe qui entourait leur personne. Je résolus alors de compléter son escorte de chasseurs d'Afrique, fort belle du reste, par un détachement de spahis aux démonstrations éclatantes et tapageuses qui, placé en avant de son cortège officiel, ferait impression sur la foule. J'eus pourtant à lutter contre les scrupules excessifs de la modestie naturelle du général. Je lui fis cependant remarquer, combien il serait modeste auprès du faste écrasant que déploierait assurément l'empereur Maximilien ; enfin je le lui demandai, au nom de son armée elle-même. Cette note seule le toucha et il me donna carte blanche pour organiser une petite tribu de

spahis qui lui servirait de pointe. Je choisis des chevaux fringants aux chasseurs d'Afrique, des cavaliers arabes de belle allure aux turcos, l'industrie locale me fabriqua costumes et harnachements et je plaçai devant notre grand chef une pointe d'escorte dont la fantasia faisait tressaillir les populations.

CAPILLA AFRICANA